

Bolivie, Potosi: grève générale, blocages de routes... rébellion sociale

15-08-2010

Au cours de l'été, nous avons été informés par la presse d'un conflit en Bolivie par le seul fait que quelques dizaines de Français s'y sont trouvé bloqués (otages) pendant plusieurs jours. Quant aux raisons de ce conflit, rien n'a filtré. Déjà que les luttes sociales en France ne font pas la une des médias, alors un obscur conflit dans l'altiplano andin;

La ville minière de Potosi, au sud de la Bolivie, située à 4100 mètres d'altitude (une des plus haute au monde), est paralysée depuis le 29 juillet par un conflit social d'une très grande ampleur.

La ville minière de Potosi, au sud de la Bolivie, située à 4100 mètres d'altitude (une des plus haute au monde), est paralysée depuis le 29 juillet par un conflit social d'une très grande ampleur.

Le conflit a été déclenché à cause d'un tracé des frontières séparant les départements d'Oruro et de Potosí. Jusque là, cela n'avait jamais été un problème. Mais la découverte récente d'un gisement de calcaire dans le cerro (montagne) Pahu a été l'élément déclencheur d'une mobilisation des divers secteurs sociaux et politiques de la ville et de la région. Cette découverte pourrait en effet entraîner la création d'une usine de ciment pour une durée de 40 ans. Pour les potosinos, le gisement correspond à la commune de Coroma, située dans leur département. Pour les oruroreños, il est situé sur la commune de Quillacas. L'enjeu d'autant plus important si on sait que cette montagne pourrait aussi receler divers minerais, on parle d'or, de lithium, de cuivre et d'uranium.

Devant l'absence d'intervention du gouvernement national à leur demande, les potosinos ont élaboré une liste de revendications et ont initié un mouvement de grève : grève générale avec piquets, jeûnes volontaires, blocages des axes de communication.

Ils exigent la délimitation définitive entre Quillacas et Coroma et que l'usine de ciment soit installée sur la commune de Coroma (Potosi). Ils demandent également la préservation du Cerro Rico, la montagne d'argent, l'emblème de Potosí. Après des siècles de fouilles et de percements de kilomètres de galeries, cette montagne serait sur le point de s'effondrer. Les mineurs ont proposé de combler les galeries avec du béton. Une autre demande des grévistes est la remise en service de l'usine métallurgique de Karachipampa. Elle a été exploitée jusqu'en 2008 par la société canadienne Atlas Precious Metals qui a ensuite décidé de la désactiver. Selon le gouvernement national, une autre société pouvant la faire fonctionner serait recherchée. Mais, si aucune société capitaliste n'était trouvée, les manifestants disent qu'il faudra alors que l'Etat se charge directement de l'exploitation de cette usine.

Les manifestants, réunis au sein du Comité civique de Potosí (Comcipo), regroupant 28 organisations, réclament en outre la construction d'un aéroport international, comme Morales a promis d'en créer un dans la ville touristique d'Uyuni, près du fameux désert de sel situé à 150 Km de là, dans le même département. Ils demandent également la création de nouvelles routes et que les travaux en cours soient terminés rapidement.

« Ce n'est pas un problème de fond mais de rythme. Il y a certaines revendications qui nécessitent du temps pour rechercher des financements et analyser les meilleures solutions », a déclaré le vice-président Alvaro Garcia Linera, à propos des revendications en six points présentées par les grévistes.

Felix Gonzalez, gouverneur de Potosí et membre du parti gouvernemental Mouvement vers le socialisme (MAS), a rejoint la grève de la faim pour exiger que le gouvernement de son parti prête attention aux revendications. A La Paz, les députés du MAS de ce département et des autres partis se sont joints il y a une semaine à cette exigence de l'ouverture d'un dialogue.

Environ 1200 habitants ont initié une grève de la faim. Pour mieux se faire entendre, ils n'ont pas hésité à bloquer les routes principales, celle qui relie l'Argentine au sud via Tarija, et celles conduisant au reste du pays (Sucre et La Paz). La voie qui mène à l'aéroport est également bloquée elle aussi, par d'énormes pierres qui interdisent le passage.

Les grèves de la faim se sont progressivement étendues dans tout le département de Potosí mais aussi en dehors comme à Sucre, La Paz, Cochabamba, Santa Cruz et Tarija où résident de nombreux boliviens originaires de Potosí. Ces derniers jours enfin, des signes de solidarité ont commencé à se faire jour, en particulier depuis Santa Cruz et le département méridional de Tarija.

Dès le début du mouvement, les membres du Comcipo ont demandé que le Président se réunisse avec eux. Mais comme rien de cela n'est arrivé, ils ont refusés de négocier avec ses ministres. Par deux fois, ils ont planté là les membres du gouvernement et des représentants d'Oruro, qui s'étaient accordés entre eux pour que des pourparlers aient lieu dans des villes neutres.

La fermeté des potosinos s'est exprimée lundi dernier (9 août), lorsqu'ils ont empêché l'atterrissage d'un hélicoptère loué par l'ambassade de France pour récupérer quatre touristes malades ressortissants de ce pays. A ce moment là, il y avait environ 60 européens retenus dont 40 français.

A partir de là, les ministres du gouvernement ont convenu de se réunir à Potosí, à condition que les moyens de pression cessent. En parallèle, la question de la frontière serait discutée dans la ville de Sucre, l'une des deux capitales de la Bolivie.

Dans tout Potosí, il y a maintenant pénurie de nourriture et de carburant. La région est totalement isolée du reste du pays. Tout est paralysé, fermé. Les entreprises coopératives des mineurs sont en grève totale. Chaque jour, la population se bat dans les marchés pour voir qui pourra acheter en premier les dernières choses qui restent. Hier, les dirigeants de la grève ont permis aux entreprises, aux commerces, aux marchés et aux banques d'ouvrir pour une demi-journée. Mais les routes interdépartementales restent fermées, de sorte qu'il est impossible d'obtenir des produits comme la viande ou du lait. Quelques motos et autres véhicules à deux roues parviennent à se faufiler entre les blocs de pierres répandus sur les chaussées.

Avant de partir pour Sucre (deuxième capitale du pays), les dirigeants du Comcipo ont averti qu'ils ne négocieront pas les frontières d'Oruro. Ils feront uniquement des exposés scientifiques démontrant que la montagne calcaire est de Potosí.

De leur côté, le gouverneur et les élus d'Oruro ont présenté un document dans lequel ils se plaignent que « notre département subit des empiétements constants par les membres de la commune de Coroma » et ont averti que « face à cette situation de conflit, les orureños affirmons que jamais nous ne renoncerons à notre souveraineté territoriale, et donc que nous assumerons une défense intransigeante du territoire de notre département. »

Mercredi soir, les discussions se poursuivaient. Pas les négociations.

Réunis en conseil consultatif, les représentants des 28 organisations sociales du Comcipo ont précisé que le mouvement se poursuivait : grève générale, jeûnes volontaires, blocage des routes. Ils ont également affirmé que si leurs 6 demandes n'étaient pas prises en compte, ils radicaliseront leur mouvement. Par différents moyens. Une marche sur la capitale La Paz et aussi par la prise des installations de l'entreprise minière San Cristóbal (filiale de la japonaise Sumitomo) pour exiger la nationalisation de cette entreprise aux mains d'une multinationale conformément à l'agenda d'Octobre (plate-forme revendicative du mouvement social de l'automne 2003, lorsqu'un soulèvement populaire expulsa du pouvoir le président alors Gonzalo Sánchez de Lozada) [1]

Ce conflit autour de l'entreprise San Cristóbal, dans un contexte où les prix des minéraux n'ont cessé de grimper, se joue alors que cette même entreprise Sumitomo s'est alliée avec Mitsubishi dans un projet commun d'exploiter le lithium présent dans le désert de sel de Uyuni. [2] Le lithium fait partie de ces « métaux du futur », servant à la fabrication des piles et des batteries de tout instrument électronique, téléphones portables, ordinateurs, voitures électriques... D'après les estimations, les gisements du Salar de Uyuni représenteraient 50% de réserves connues de ce précieux minerai. Les enjeux financiers sont donc considérables.

Les bases d'appui à Morales se rebellent

Ce conflit de la région de Potosí est représentatif de la situation explosive que vit le pays. Parce qu'il est un symbole de tout un ensemble de conflits latents ou ouverts qui tiennent au caractère même du pays. D'abord parce que cette région minière, un des symboles du passé colonial, a fait la fortune des conquistadores grâce à l'exploitation des célèbres mines d'argent de la « montagne riche » (Cerro rico) qui domine la ville. Mais si la montagne a été et continue à être riche, si Potosí a pu être considéré comme le plus grand complexe industriel du monde au XVI^e siècle, ces richesses ne sont jamais allées dans les poches des mineurs indigènes qui vivent dans une des régions les plus pauvres de Bolivie.

L'arrivée d'Evo Morales au pouvoir a éveillé un immense espoir consécutif aux grands mouvements sociaux qui ont secoué le pays (guerre de l'eau, puis guerre du gaz). Mais cette ascension a été aussi le signe que les populations amérindiennes, majoritaires dans les hauts plateaux andins, étaient en train de prendre progressivement le pouvoir dans le pays, au niveau local, dans les provinces et les départements. Et que ce pouvoir « par en bas » se met en place à travers des mobilisations, par la vitalité de processus autonomes d'organisations communautaires, parfois en conflits les unes (ayllus) avec les autres (syndicats), en conflit avec les formes d'administration instituées et les élites dirigeantes [3] et aussi par l'incorporation de ces communautés dans les instances locales et régionales du pouvoir politique.

Aujourd'hui, ce pouvoir « par en bas », base électorale du MAS (qui a recueilli 67% des votes dans le

département de Potosí en 2009), s'oppose frontalement à celui des élites, des institutions de l'Etat et du gouvernement d'Evo Morales sur les propres promesses de ce dernier, notamment en matière de défense des ressources naturelles, de réindustrialisation du pays sous le contrôle de la population (par nationalisation ou par tout autre moyen).

Depuis quelques semaines, ce sont les bases d'appui au gouvernement qui commencent à se rebeller.

En juin dernier, des centaines d'indigènes de la partie la plus orientale du pays, de la région des basses terres de Trinidad (département du Beni) se sont rassemblés avec l'intention de réaliser une marche de 1500 Km jusqu'à La Paz. Ce projet était soutenu par deux des 5 grands mouvements indigènes de Bolivie qui avaient soutenu le gouvernement pendant l'assemblée constituante en 2006, notamment la Confédération des Peuples Indigènes de Bolivie (CIDOP). Le gouvernement a réussi à empêcher le déroulement de cette marche en lançant une campagne de diffamation contre ces mouvements, en les accusant d'être soutenus par la droite et les yankees de l'USAID, en mobilisant des mouvements indigènes loyaux, notamment quelques syndicats de cococaleros du Chapare (région où est originaire Evo Morales) devenus fonctionnaires, contre eux. Et aussi en envoyant des émissaires négocier directement avec certaines bases régionales de la CIDOP et en cooptant quelques dirigeants locaux.

La marche est arrêtée au bout de quelques jours mais la fracture du gouvernement avec une bonne partie des amérindiens des zones orientales est maintenant totale (et au passage, 8 députés de ces régions ont rompu avec le MAS)

Autre problème auquel doit faire face ce gouvernement : la défection/opposition d'un des secteurs les plus combatif de la société bolivienne. En juin 2010 également, la FEJUVE (Fédération des conseils d'habitants) de El Alto, la très puissante organisation des résidents de l'immense banlieue populaire de La Paz, a émis un document extrêmement critique sur la situation du pays. Ce « Manifeste Politique du XVI^e congrès » déclare en effet que « malgré le fait d'avoir un président indigène comme Evo Morales, l'Etat est toujours régi par l'oligarchie criolla [descendants des colons] » et qu'il « continue de maintenir le système économique capitaliste et le système politique néolibéral ». Le peuple pauvre continue à être « politiquement dominé », « économiquement exploité » et « racialement et culturellement marginalisé ».

Plus grave encore. « Le gouvernement du MAS, après son entrée en fonction, a seulement utilisé les secteurs indigènes et populaires pour ses campagnes politiques, mais ceux-ci restent exclus des décisions politiques et ne sont utilisés par le gouvernement que se légitimer et se hisser au pouvoir ». La FEJUVE, tout en appuyant la marche des peuples de la zone orientale, exige en outre que le gouvernement n'intervienne pas dans les organisations sociales, et qu'il y ait un changement dans la conduite du vice-président Alvaro Garcia Linera et de son entourage, définis comme des « ennemis de la classe paysanne et autochtone » [4].

Rappelons que la FEJUVE n'est pas n'importe quelle organisation : elle a été l'une des principales protagonistes de la guerre du gaz en 2003 qui provoqué la chute de Gonzalo Sánchez de Lozada, président criollo de la droite néo-libérale de l'époque.

L'enjeu des luttes indigènes

Les conflits actuels en Bolivie, comme en Equateur, comme dans d'autres régions où des populations indigènes ont décidé de ne plus se laisser faire sont marqués par des enjeux à la fois économiques et par des questions de pouvoir, de souveraineté, et sur la manière de concevoir l'exercice du pouvoir.

D'un côté, les Etats qui déclarent accorder des droits aux populations indigènes, ne transfèrent aucun pouvoir à ces communautés et ne font que déconcentrer le pouvoir central parmi les différents échelons situés entre le gouvernement central, les mairies et les régions, reproduisant ainsi la logique des privilèges, mécanismes qui depuis l'époque coloniale ont été les espaces de production et de reproduction des élites locales. Pour les gouvernements dits progressistes qui se revendiquent d'une nouvelle citoyenneté, celle-ci suppose qu'il y ait « une adéquation subordonnée du plurinational aux nécessités fonctionnelles des institutions de l'Etat. » [5] C'est ainsi que l'on voit surgir maintenant, depuis les cercles dirigeants du gouvernement, des thèses « jacobines » niant les droits des nationalités au nom de l'égalité citoyenne dans un pays où tous les mouvements indigènes (qui forment la majorité de la population) et les organisations sociales s'accordent depuis longtemps sur le caractère plurinational de la société et de la nation bolivienne …

De leur côté, les mouvements indigènes s'opposent au cadre établi par l'Etat-nation et ne se satisfont pas de simples déclarations sur le caractère plurinational de l'Etat. Le processus de récupération du pouvoir politique à travers l'autonomie, l'exercice de formes directes de souveraineté sur des territoires et des ressources, est l'exercice d'un autre pouvoir, « en bas », mais est aussi une modification qualitative de celui-ci par des pratiques plus égalitaires, plus collectives, participatives, autogestionnaires

qui élargissent les bases et les contenus des prises de décision. Rafael Bautista voit précisément dans le plurinationalité un élargissement de ces espaces de décision, un élargissement du pouvoir. « Le plurinational ne veut pas dire la somme quantitative de ses acteurs, mais le mode qualitatif d'exercer les décisions : nous sommes effectivement pluriels quand nous agrandissons et approfondissons le cadre des décisions ».

« un côté, la logique des Etats dits progressistes consiste à vouloir modeler la société à partir de lui et donc à multiplier les médiations nécessaires (la pseudo décentralisation) entre lui et la société pour rendre effectif cette transformation et se maintenir en reproduisant les canons de l'Etat colonial, néocolonial ou « seigneurial »

La logique des mouvements sociaux et amérindiens est au contraire d'élargir sans cesse les sphères de leur propre pouvoir, de mettre en acte le caractère pluriel et plurinational de la « nation » établie par des processus d'autonomie et d'autogouvernement, et donc par voie de conséquence d'affaiblir, de fissurer le pouvoir et la légitimité de l'Etat, en exerçant une pression permanente qui a pour conséquence de modifier son caractère, de la mettre sur la défensive et de contrarier ses visées organisatrices et unificatrices « en haut ». Reprenant le slogan des zapatistes, Rafael Bautista dit que l'Etat « paternaliste » ne sait que donner des ordres : il « commande en commandant, il ne commande pas en obéissant ».

« Les peuples autochtones, qui ont créé de nouvelles conditions pour leur liberté, ne vont pas continuer à tolérer la marginalisation politique. Ils savent que les Etats ont besoin d'exploiter leurs ressources naturelles pour régler leurs dépenses. Mais ils savent aussi que cette logique conduit à la destruction. C'est pour cela qu'ils se sont mis en marche : parce qu'ils ont eu la force de freiner le néolibéralisme et maintenant ils ne veulent pas laisser passer cette opportunité. » [6]

Conflit dans l'impasse

Jeudi 12 août, le conflit semble dans l'impasse. Morales et trois de ses ministres se sont lancés dans une guerre verbale contre les dirigeants du mouvement potosino. Pour Morales, ce sont des « groupes de la droite et des néolibéraux » qui utilisent des revendications régionales pour conspirer contre le gouvernement. La délégation de Potosí a quant à elle déclaré qu'elle mettait la présence de Morales à Sucre comme condition préalable à l'ouverture de négociations.

Morales a préféré ne rien changer à son agenda : s'envoler pour le Paraguay pour assister à un Forum Social des Amériques. Les discussions sont rompues.

A Uyuni, zone touristique, des barrages de routes ont été mis en place depuis mercredi à la suite d'une réunion où étaient rassemblées 2 000 personnes dans le centre-ville.

Le ministre des Mines a déclaré aujourd'hui vendredi qu'« hier les habitants du río Yura se sont emparés des stations hydroélectriques de cette région, mettant en danger les opérations de l'entreprise minière San Cristóbal » qui a dû paralyser sa production. L'arrêt des installations de cette société minière commence à inquiéter le gouvernement qui a indiqué que chaque jour d'arrêt se traduit par une perte de 2 millions de dollars.

A suivre…

J.F.

Le 13/08/2010

Sources : El Potosí, Bolpress, alminuto.com.bo

Notes :

[] Il s'agit de l'un des projets les plus importants au monde pour l'exploitation des concentrés de plomb-argent-zinc avec une capacité moyenne de traiter une moyenne 40 mille tonnes de charge minérale par jour. Des informations de la compagnie indiquent que sont produites 1300 tonnes / jour de concentrés de zinc et d'argent et de 300 tonnes / jour de concentrés de plomb et d'argent dans l'usine de San Cristóbal. Les habitants de Yura avaient menacé de couper l'approvisionnement en électricité si les exigences potosines n'étaient pas satisfaites. La compagnie aurait depuis cessé ses activités et l'usine serait maintenant arrêtée selon des agences de presse internationale.

[2] Rien n'est encore décidé officiellement et un autre projet d'extraction est présenté par un consortium français regroupant Bolloré et Eramet.

[3] En mai dernier, à Saca Saca dans le Nord Potosí, au nom de la justice communautaire, des paysans ont lynché quatre policiers armés et en civil en les accusant d'avoir été les meurtriers de huit Indigènes de cette zone et d'être fortement

corrompus. La police a mis douze jours à retrouver leurs corps (information rapportée par Rue 89 du 30/07/2010).

[4] Raúl Zibechi, “Bolivia-Ecuador : El Estado contra los pueblos indios”, 13 juillet 2010. Programa de las Américas (www.cipamericas.org)

[5] Rafael Bautista, “¿Qué manifiesta la marcha indígena?”, Bolpress, 30 juin 2010.

[6] Raúl Zibechi, “Bolivia-Ecuador...”, déjà cité.

<http://oclibertaire.free.fr/spip.php?article812>